

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

2025 /0423

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS D'ALÈS AGGLOMÉRATION

Service : Musées Tél : 04.66.85.10.48

Réf: PC/CS/CH/LC/JF/ACD

<u>Objet</u> : Contrat de services professionnels commissaire scientifique à titre onéreux avec l'association des amis de Maison Rouge - Musée des vallées cévenoles de Saint-Jean-du-Gard

Le président d'Alès Agglomération,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la propriété des personnes publiques,

**Vu** la délibération C2024\_03\_17 du conseil de communauté du 27 juin 2024 portant délégation du conseil de communauté au président en application des dispositions de l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales, modifiée par la délibération C2024\_05\_18 du conseil de communauté du 18 décembre 2024,

**Considérant** que la Communauté Alès Agglomération souhaite valoriser son établissement Maison Rouge - Musée des vallées cévenoles situé sur la commune de Saint-Jean-du-Gard,

**Considérant** que Maison Rouge - Musée des vallées cévenoles, en tant que musée de société, propose annuellement une ou plusieurs expositions temporaires,

**Considérant** que Maison Rouge - Musée des vallées cévenoles organise une exposition autour « Samuel Bastide, compteurs d'images » de mai 2026 au janvier 2027,

**Considérant** qu'afin d'assurer cette prestation, il est apparu nécessaire de faire appel à un commissaire extérieur ayant des connaissances génériques dans ce domaine,

**Considérant** que cette prestation relève de la famille de la nomenclature interne suivante 36-3-03 : conception muséographique et constitue, conformément aux articles 20 et 21 l 2° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, un ensemble homogène de prestation en raison de son unité fonctionnelle propre,

**Considérant** que la prestation souhaitée ne peut être assurée que par l'association des amis de Maison Rouge - Musée des vallées cévenoles de Saint-Jean-du-Gard,

**Considérant** que cette prestation est proposée pour un montant TTC de 6 000 € (six mille euros toutes taxes comprises),

Considérant qu'il convient de contractualiser un partenariat avec le commissaire de l'exposition,

Envoyé en préfecture le 03/11/2025

Reçu en préfecture le 03/11/2025

Publié le 04/11/2025

ID: 030-200066918-20251103-2025\_0423-AI

#### DÉCIDE

### **ARTICLE 1:**

Un contrat de services professionnels de commissariat scientifique d'exposition à titre onéreux sera signé entre la Communauté Alès Agglomération représentée par son président, M. Christophe RIVENQ, et l'association des amis de Maison Rouge – musée des vallées cévenoles de Saint-Jean-du-Gard, représentée par son président, M. Daniel TRAVIER.

Ce contrat précisera les engagements des parties dans le cadre de l'exposition intitulée « Samuel BASTIDE, compteurs d'images » organisée à Maison Rouge - Musée des vallées cévenoles, de mai 2026 à janvier 2027.

Le coût de cette prestation proposée par l'opérateur économique, s'élève à la somme TTC de 6 000 € (six mille euros toutes taxes comprises).

#### ARTICLE 2:

Monsieur le directeur général de la Communauté Alès Agglomération et monsieur le receveur communautaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Alès, le

0 3 NOV. 2025

Le président

Christophe RIVENQ

La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.